

journal du chaos



La psychanalyse s'arrête quand le patient est ruiné. C.K Jung

Semaine 24 du 08 au 14 - 2020





Que l'on dénonce les violences policières me paraît non seulement légitime mais indispensable. Mais ce qui me fascine chez les "antifas" c'est qu'il faut que la victime soit "non-blanche" pour que ces violences aient vraiment un sens, de l'importance et de l'intérêt... Porter aussi loin le dédain des siens et la haine de soi dépasse le cadre politique pour se perdre dans les méandres psychanalytiques... Si l'extrême-droite a pu malheureusement être parfois le "bras armé" du capital, les "antifas" sont en train de devenir la milice auxiliaire de toutes les "minorités ethniques", poussant à une "guerre raciale" contre leur propre sang, une folie dont il subiront d'ailleurs - comme tous les exaltés coupeurs de têtes - les conséquences à leur tour...

Xavier Eman, écrivain

Ce qui caractérise notre temps, ce n'est pas l'omniprésence et l'omnipotence de l'État policier, c'est la faiblesse et la démission de l'État dans ce qu'on n'appelle pas pour rien les territoires perdus de la République. Et puis enfin, si racisme institutionnel il y avait, les manifestants crieraient-ils « policiers assassins ! » au nez et à la barbe des forces de l'ordre ?

Alain Finkielkraut

Politique

C'est la grande mode de la gauche bobo, dénoncer le racisme chez les pandores ! Libé et consorts s'en donnent à cœur joie. C'est oublier bien vite que la police est à l'image de la société et qu'elle a, de surcroît, les mains dans la merde sociale que génère tout régime quel qu'il soit 24h sur 24h. Difficile d'avoir une vision radieuse de l'humanité. Quant au racisme, nulle race n'y échappe. Toutes à des degrés divers le sont. Bonjour chez vous !

A en croire l'excellent hebdomadaire *Marianne*, le chef de file des LREM, Gilles Le Gendre, a adressé une note au président Micron pour lui donner le casting idéal de son prochain gouvernement. Sauf que Le Gendre himself est sur un siège éjectable, tant son groupe à l'Assemblée se disperse façon puzzle.

La scribouilleuse Virginie Despentes, spécialiste en écrits porno, dans son soutien à la famille Traoré, a vomis sur France Inter un « *En France nous ne sommes pas racistes mais je ne me souviens pas avoir jamais vu un homme noir ministre* »... sauf Sibeth Ndiaye, Laura Flessel, George Pau-Langevin, Lucette Michaux-Chevry, etc., etc., pauvre conne !

C'est avec bon sens que l'ex-député européen Front national Bruno Gollnisch a toutié : « *Si la France est ce pays abominablement raciste, où les violences policières sont monnaie courante, etc., je pense qu'il serait plus sage pour les 'malheureuses victimes' atrocement discriminées d'envisager vraiment de repartir dans leurs radieux pays d'origine...* ».

Démagogie. François-Henri Pinault a fait en sorte que le groupe Kering qu'il dirige prenne position contre le racisme. Le groupe de luxe a donc fait deux donations. L'une à la *National Association for the Advancement of Colored People*, qui lutte pour l'élimination de la discrimination raciale aux États-Unis. L'autre à *Campaign Zero*, qui vise à mettre fin aux violences policières. En fait, derrière tout ça, il y a une opération de marketing.

Bigre. Edouard Philippe a invité Sarko à déjeuner à Matignon. C'est d'autant plus surprenant sur les deux hommes n'ont jamais eu de relation étroite. Mais le sujet était pour Philippe d'obtenir des conseils sur la conduite à tenir en cas d'éviction de Matignon.

Un Palais de justice attaqué, un procureur molesté. Samedi 6/6, en fin de manifestation contre les violences policières, qui a réuni 800 personnes à Metz, c'est la justice qui a été prise à partie. Christian Mercuri, le procureur du tribunal judiciaire, ainsi que quatre policiers ont été légèrement blessés. 13 personnes ont été interpellées.

La cote de confiance du Premier ministre Edouard Philippe (39%), très exposé dans la gestion de la crise sanitaire, gagne 5 points en un mois et devance désormais celle du président de la République Emmanuel Macron (33%). Voici qui risque de rendre compliqué le remplacement de Philippe à Matignon.

Pour le boss du syndicat Unité SGP Police, si Castaner propose une autre technique d'interpellation pour remplacer le placage au sol, pourquoi pas. « *Je ne sais pas par quoi cette technique - efficace - va être remplacée* » précise Yves Lefebvre.

Alors qu'en 2014, sur les 369 listes présentées par le Rassemblement national (RN), 317 (85,9%) avaient dépassé les 10% des suffrages obtenus au premier tour, ce n'est plus le cas aujourd'hui que dans 136 (51,9%) des 262 communes où le RN participe aux joutes électorales. D'où un moindre nombre de conseillers municipaux.

Le premier sondage Ifop-Fiducial réalisé à Paris depuis le dépôt des listes donne Hidalgo alliés aux écolos à 44%, devant Rachida Dati 33% et très loin derrière Agnès Buzyn avec 20%. Bien évidemment, la grande interrogation demeure celle du taux d'abstention.

Le 6 juin, 2400 manifestants se sont retrouvés place de la République à Paris à l'appel de SOS-Racisme. Outre les traditionnelles organisations syndicales et autres (Mrap, Licra etc.) Méchancon et Pierre Laurent du PC étaient aussi de la fête.

Bien qu'interdite en raison du confinement, Castaner a déclaré que « *Les manifestations ne sont pas autorisées dans les faits mais l'émotion mondiale, qui est saine sur ce sujet, dépasse au fond les règles juridiques (...) nous ne chercherons pas à réaffirmer l'interdiction, qui est de droit, qui est de fait, et il n'y aura pas de sanctions et de procès-verbaux.* »

Christian Jacob (LR) a aussitôt répliqué : « *En déclarant que l'émotion prédomine sur la loi, Christophe Castaner met gravement en danger l'ordre public. Ses propos sont indignes d'un ministre de l'Intérieur. En République, la force doit rester à la loi.* »

La cour d'appel de Paris a ordonné mardi la reprise des investigations concernant une accusation de viol visant le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérald Darmanin. Voici qui pourrait compromettre son avenir politique.

« *Les flics de France ne considèrent plus Christophe Castaner comme le supposé premier flic de France. Il nous a lâchés lundi, nous a jetés en pâture. A lui de regraver l'Everest de la confiance* », a tonné Yves Lefebvre, secrétaire général d'Unité SGP Police-FO, qui a pourtant pu rencontrer le ministre. Il a appelé ses collègues « *à ne plus interpellier, à ne plus intervenir* ».

Marine Le Pen a recadré sa nièce et ex-députée FN, disant que Marion Maréchal était tombée dans le « piège » des « indigénistes » et des « racistes » en affirmant qu'elle n'avait « *pas à s'excuser en tant que blanche et en tant que Française* » pour la mort de George Floyd et d'Adama Traoré. « *Il faut rester sur un plan républicain* », a dit la patronne du RN.

Elysée

Dimanche 14/6 Emmanuel Macron s'adressera aux Français via la télé. Selon un proche, pour « *faire un premier bilan avec les Français et dire ce qu'il perçoit de la situation* ». « *Il faut qu'il occupe le terrain. Il n'a pas capitalisé sur le déconfinement alors même qu'il s'agissait de ses arbitrages* », décrypte un autre de ses lieutenants.

À ses visiteurs, Emmanuel Macron commence à égrainer quelques indices sur son projet : pas de rétablissement de l'ISF, priorité à l'aide aux entreprises plutôt qu'aux hausses générales des salaires, nouvelle étape de décentralisation et poursuite du dossier « retraites ».

« *Il faut trouver un consensus pour maintenir le pays dans une cohésion sociale, politique, morale, économique pour l'après* », reconnaît un proche du président d'Emmanuel Micron. Car la crise sanitaire et les deux mois de confinement n'ont pas encore produit tous leurs effets néfastes.

Micron et sa meuf ont repris le chemin du pavillon de la Lanterne, situé dans le périmètre du parc du château de Versailles. Le chef de l'État, grand pourfendeur de la pollution, se rend à la Lanterne en hélicoptère, alors que ses prédécesseurs s'y rendaient en voiture.

Pas question de prendre le moindre risque sur le dossier, pourri, du racisme dans la police. Alors Micron est resté silencieux et a envoyé Castaner au charbon. Lequel n'a rien trouvé de mieux que de renforcer les suspicions de racisme au lieu de prendre la défense de la police.

Emmanuel Macron remet sur le tapis la réforme de l'Etat et entend en faire un de ses axes de reconquête. En privé, il dénonçait ces derniers jours « l'Etat bedonnant et malvoyant », assurant vouloir « réduire l'Etat central » et « redonner du muscle à l'Etat local ».

La façon dont le déconfinement a été géré, avec beaucoup de responsabilités laissées aux services locaux de l'Etat, est présentée comme une recette à reproduire pour la suite. Reste une question : le temps ! Si le sujet ne date pas d'aujourd'hui, il ne reste à Macron que deux ans pour enclencher le processus.

Le chef de l'Etat ne cache plus à ses visiteurs les craintes que lui inspirent la crise économique à venir et ses conséquences prévisibles dans certaines banlieues. « *Toute une série d'activités risquent d'être en grande difficulté (chauffeurs de VTT, salariés de Renault...), explique-t-il. Cela peut déboucher sur de sérieuses tensions sociales. Il va donc falloir soutenir l'activité économique dans ces secteurs.* »

Comment reprendre la main ? C'est la question que se pose Emmanuel Macron depuis la pandémie. Plusieurs possibilités institutionnelles s'offrent à lui : changement de premier ministre, dissolution de l'AN, recours au référendum ou une démission. L'Elysée dément l'idée que Micron pourrait démissionner !

Gouvernement

Très irrité par les commissions d'enquête sur la gestion de crise de l'épidémie par l'Assemblée nationale et le Sénat, le gouvernement projette de créer son propre organe d'autocontrôle. C'est ce qu'a laissé entendre l'entourage d'Emmanuel Macron. Même son de cloche du côté de Matignon. « *Mais ils sont barrés !* » s'exclame un parlementaire, « *on n'a jamais vu un truc pareil* ».

« *On ne conteste pas le rôle du Parlement à investiguer, à contrôler. Mais l'exécutif a aussi le droit de créer une sorte de commission des sages, un comité qui nourrit une réflexion commune, en portant un regard sur lui-même. Il y a en France une tradition de contrôle interne* », se justifie l'entourage du président.

Brune Poirson, secrétaire d'Etat à l'écologie va faire passer de 68 à 135 € l'amende pour toute personne se débarrassant sur la voie publique de gants, mégots, papiers ou canettes. Via une disposition de sa loi anti-gaspillage l'amende pourrait monter à 375 €.

Bruno Le Maire et Cédric O vont annoncer de nouvelles mesures pour relancer le secteur numérique dont la création d'un fonds de souveraineté de 500 M€ et le doublement de l'enveloppe pour le financement des start-up. Le fonds de souveraineté vise à protéger les pépites de la high tech d'être la cible d'investissements étrangers.

Et une connerie de plus. Christophe Castaner, ministre de l'Intérieur, souhaite que « *chaque soupçon avéré de racisme* » dans les forces de l'ordre entraîne une suspension. A mon avis, ça va se dépeupler sec dans la police. Castaner aurait mieux fait de défendre sa police plutôt que de l'accuser. Les flics apprécieront.

« *Nous allons accentuer et améliorer notre formation initiale et continue. Nous travaillerons en partenariat avec la Délégation Interministérielle à la Lutte Contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Haine anti-LGBT et avec les associations, en particulier la Licra* » avec laquelle il discutera « *d'un partenariat de formations renouvelé et renforcé* », a promis Castaner. Un air archi connu !

Une fiche du centre interministériel de crise précise à propos du mariage : « *les rassemblements de plus de 5 000 personnes (sic !) sont interdits* ». En prime, tous les invités « *doivent avoir une place assise. Cela exclut l'organisation d'activités dansantes pendant les festivités de mariage* ». Quant au port du masque, « *il est obligatoire, y compris en cas d'organisation de repas (re- sic !)* ». Quel tocard a rédigé ça ?

Muriel Pénicaud, ministre du Travail, a fait savoir aux chefs d'entreprise qu'il leur reste quelques semaines pour rectifier leurs déclarations de chômage partiel. Ses services ont repéré en effet de nombreuses fraudes et elle a recruté 400 personnes supplémentaires pour contrôler la légitimité des demandes et la réalité de la situation des salariés en chômage partiel.

Laurent Nunez, secrétaire d'Etat à l'Intérieur a déclaré : « *NOUS ne laisserons pas passer la stigmatisation de la police et les attaques portées à la police. En tout cas, croyez bien, vu mon engagement, vu ce qu'a été mon engagement pour la sécurité des Français, j'y veille personnellement.* » En prenant le contrepied des déclarations de Castaner, Nunez se positionne pour sa succession.

Le gouvernement table sur une baisse de la croissance de 11% du PIB pour 2020. Quant au déficit public, il devrait atteindre 11,4 % du PIB et la dette dépasser les 120%. Du jamais vu en période de paix !

Le gouvernement s'attend à ce que la crise économique entraîne la destruction de milliers d'emplois. « *Notre évaluation est que nous aurons d'ici les mois prochains la suppression de 800 000 emplois, c'est-à-dire 2,8 % de l'emploi total* », a déclaré le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire.

Institutions

Emanuel Macron a écrit aux présidents du Sénat, de l'Assemblée et du Cese pour leur demander de bien vouloir lui soumettre « d'ici à un mois » des contributions pour l'après Covid. « *Le Sénat fera des propositions, mais il ne travaille pas pour l'Elysée, ni sur injonction du président* » maugrée un proche de Larcher.

Le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, a dévoilé, en fin de semaine dernière, un plan de relance ambitieux d'un milliard d'euros afin de soutenir l'économie régionale qui subit des ralentissements dus à la crise du coronavirus.

L'événement est passé inaperçu, Benjamin Griveaux a fait son retour à l'Assemblée nationale, sexe en berne. On ne l'avait plus vu depuis le 14 février dernier date de son renoncement à sa candidature sur Paris. Faut dire qu'il lui a fallu un peu de temps pour débander.

Le service chargé de traquer l'info à la Préfecture de police de Paris n'a rien vu venir de l'impressionnant rassemblement organisé le 2 juin par la famille d'Adama Traoré. La Direction du renseignement de la Préfecture de police (DRPP) a compris qu'une manif aurait lieu quelques heures seulement avant son lancement.

Et pourtant, sur les réseaux sociaux circulaient depuis le 30 mai des appels à manifester. « *le mardi 2 juin à 19 heures devant le nouveau TGI de Paris* ». Fait aggravant, les extralucides de la DRPP, qui en ont eu vent, n'ont pas jugé utile d'alerter et d'interroger leurs collègues du Renseignement territorial pour connaître la provenance d'une bonne partie des manifestants. Rebelote le 6 juin.

C'est peu dire que les propos du ministre de l'Intérieur ont été mal reçus par les policiers accusés de violence et de racisme. Réaction d'un flic de base : « *On est tous dégoûtés, il n'y a pas d'autres mots. Pourtant, on a l'habitude d'être lâchés par les différents gouvernements, mais là, c'est le point de non retour.* »

Les syndicats estiment payer le prix fort après des années difficiles. « *Depuis 2015, on n'arrête pas : les attentats, les manifestations contre la loi travail, les "gilets jaunes", le mouvement contre la réforme des retraites, le Covid. On est toujours sur le devant de la scène.* »

Divers

Selon le sénateur de l'Allier et médecin de son état, Claude Malhuret - ex-ministre de Chirac, ex-maire de Vichy de 1989 à 2017 -, la création des CHU en 1958 a permis à la France d'avoir un des meilleurs systèmes de santé.

Mais il regrette que, « *dans un pays jacobin et bureaucratique, cette réforme ait fait tourner tout le système autour d'un hospitalo-centrisme* » ravageur. La mise en place des 35 heures par Martine Aubry a aggravé la situation.

Le Medef a décidé de ne pas renoncer à ses universités d'été, rebaptisées « Renaissance des entreprises en France » qui se tiendront donc le 27 août prochain à l'hippodrome de Longchamp. Elles seront consacrées aux enjeux économiques post-covid-19. Alléluia !

Le professeur Didier Raoult s'en prend à Simone Veil, icône de l'avortement et ex-ministre de la Santé. Il rappelle en effet que c'est elle qui a instauré le catastrophique *numerus clausus*, mis en place en 1971. La mesure avait pour objectif de réguler les flux d'étudiants en médecine, en fixant un nombre de places limitées dès la seconde année, avec interdiction de tripler la première année.

En 2018, Didier Raoult dénonçait déjà le "Numerus Clausus" dans des termes peu amènes : « *cette vision d'une rare bêtise a été pérennisée pendant des décennies* ». Les hôpitaux sont en effet obligés d'importer des médecins congolais, algériens ou roumains pour répondre aux besoins.

Emoi dans la très chic commune du Vésinet (Yvelines) : la mairie a distribué des masques décorés de motifs de feuilles de cannabis à plusieurs centaines d'habitants.

Tambouille macro-machin

Contraints d'enrayer l'hémorragie de départ de députés vers deux groupes dissidents, les gardiens de la macronie, Stanislas Guerini, Gilles Le Gendre et Richard Ferrand, ont dû valider la création d'un premier courant interne fin mai.

Affiliée à En Marche, l'association En Commun menée par Barbara Pompili fédère déjà 56 parlementaires qui contestent la gouvernance trop verticale des cadres du parti et pointent leur incapacité de penser la transformation sociale.

La note au président concernant un éventuel remaniement ministériel a mis en porte à faux Gilles Le Gendre. Commentaire d'un ministre : « *Le vrai problème, ce n'est pas qu'il ait envoyé une note au président, le souci c'est qu'il dise qu'aucun député du groupe n'est à ses yeux un candidat crédible.* »

Plusieurs députés de la majorité multiplient les signaux pour entrer au gouvernement en cas de remaniement en juillet. L'idée de créer un poste de haut commissaire ou de secrétaire d'Etat dédié aux forêts reprend de la vigueur. Les députés Rémy Rebeyrotte (LREM) et Vincent Thiébaud (Modem) se positionnent activement sur cet hypothétique portefeuille.

Droite

Constat. « *On se rend compte qu'on a peut-être vécu sur un certain nombre d'idées reçues. La France vit dans une illusion d'ancienne puissance : nous avons perdu notre souveraineté sanitaire mais aussi économique* », abonde Damien Abad, député (LR) de l'Ain pour qui il faut

un retour de la « décision politique » contre le trop plein de « blocages administratifs » qui ont handicapé le pays pendant la gestion de la crise.

Au lendemain des marches contre le racisme réunissant plus de 20 000 personnes en France, le président des Républicains Christian Jacob a estimé, sur Europe 1, que les « violences policières » et « une police raciste n'existent pas » dans le pays.

La candidate Les Républicains (LR), Rachida Dati, à la mairie de Paris, qui avait obtenu un score de 22 % au premier tour, va lancer un site internet pour récolter un maximum de procurations de ses électeurs.

Entre Christian Jacob, le président de LR, et Damien Abad, le président du groupe à l'Assemblée nationale, le torchon brûle. Damien Abad et Eric Ciotti membres de la commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire ne veulent pas auditionner Edouard Philippe et Agnès Buzyn avant les municipales. Question de courtoisie républicaine. Jacob, si !

Les jeunes Républicains vont lancer leur think tank intitulé Le Lab LR afin de contribuer au renouveau de la droite. Le Parti doit organiser fin août à Nîmes une grande rentrée de jeunes, en guise d'université d'été, qui travaillera sur plusieurs des chantiers lancés par le président de LR, Christian Jacob. Sous réserve que Jean-Paul Fournier, maire LR de Nîmes soit réélu.

Gauche

On savait que Mélenchon pédalait dans la choucroute. Mais pas à ce point. Il a déclaré sur BFM : « *Nous sommes une nation métissée, très mélangée, notre force est d'être capable de trouver une sortie où nous sommes tous unis, quelles que soient notre couleur de peau et notre religion* ». Faut dire qu'il zone à Marseille, la plus grande poubelle raciale de France.

François Hollande estime qu'il faut « *relever les nouveaux défis de la crise climatique* ». « *Ni la mondialisation, ni le facteur humain ne sont à l'origine de cette pandémie* », juge-t-il dans le journal italien *Corriere della Serra* mardi.

« *...Mais il est tout aussi vrai que le changement climatique peut avoir, demain, des conséquences encore plus dramatiques. Nous devons changer profondément nos modes de vie* » a-t-il conclu.

Une certaine Esther Cyna, doctorante en civilisation américaine à la Sorbonne a estimé dans le torche-cul *Libération* qu'il est scandaleux de « *parler de pillage pour les vitrines brisées de magasins, emblèmes d'un capitalisme raciste* ». Et on va filer un diplôme à cette conne !

Jamais en retard d'une connerie, Christiane Taubira a encensé sur une chaîne télé, Assa Traoré, la sœur du délinquant décédé : « *Vous êtes notre chance, vous êtes aussi une chance pour la France, nous avons la chance de vous avoir* ». C'est nous qui n'avons pas de chance d'avoir ces deux bonnes à rien.

Olivier Faure, le patron d'PS, aurait bien voulu valider sa stratégie d'entente avec les écologistes ailleurs qu'à Paris. Mais il s'est heurté à des refus catégorique à Lille avec Martine Aubry, ou bien encore à Strasbourg, à Dijon et au Mans.

Société

Une note de l'Observatoire français des conjonctures économiques l'affirme : la France fait partie des pays qui ont le plus pâti économiquement de la crise du coronavirus. En cause, un confinement plus strict et plus long qu'ailleurs. Les secteurs les plus touchés sont la vente de

carburant (- 64,2 %) et la vente non alimentaire (- 49,1 %), avec de grosses pertes dans le textile.

Mettre fin aux rodéos sauvages. Selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, sur les quatre premiers mois de l'année, policiers et gendarmes ont réalisé pas moins de 5 673 interventions sur des rodéos, soit + 16 % par rapport à la même période en 2019.

Mais comme le note un policier : « *Toute poursuite est dangereuse, pas seulement pour les pilotes, mais aussi pour les habitants et les policiers. Et la consigne est claire : pas de chasse. Mais les véhicules ne servent pas seulement aux rodéos, ils permettent aux trafiquants de "chouffer" un territoire plus grand, de "sécuriser" un quartier. Eux aussi patrouillent à leur façon.* »

La SNCF révèle que le niveau de réservation de ses trains se situe entre 10 et 15% de sièges disponibles pour le mois de juillet et de 6% pour le mois d'août. Nettement insuffisant.

Faits divers

Une rixe a éclaté dans un bar de l'Est parisien emblématique de la mouvance antifasciste attaqué par des militants d'extrême droite. La police est intervenue vers 21 heures pour une rixe impliquant une vingtaine d'individus après l'irruption sur place d'un « *groupe armé de matraques et d'aérosols de gaz lacrymogène qui ont dégradé l'intérieur du débit de boissons et agressé des clients* ». Un blessé a été pris en charge par les services de secours.

Le Véritable Théâtre Guignol, institution lyonnaise créée en 1948 au parc de la Tête-d'Or (Rhône), vient de rouvrir ses portes. Les séances en plein air avec les aventures de Guignol, Gnafron et Madelon attendent à nouveau les visiteurs les mercredi, samedi et dimanche.

Voici qui fait partie des curiosités dont notre époque accouche. Lors de la messe mortuaire qui a suivi le décès du député Claude Goasguen - qui avait fait part de son regret de ne pas être juif - s'est élevé l'hatikvah qui n'est autre que l'hymne israélien. Vraisemblablement une première. Qu'en a pensé l'officiant Monseigneur Gollnisch ?

L'ancien sénateur-maire, le communiste Thierry Foucaud, a été frappé et ligoté chez lui avec sa femme et sa fille à Oissel (Seine-Maritime) avant de se faire voler 8.000 euros. Cagoulés, des individus se sont introduits dans la maison vers une heure du matin et sont tombés nez à nez avec le sénateur qui n'a pas voulu dire où se trouvait son coffre.

On a remarqué l'absence de distanciation sociale aux obsèques de Guy Bedos le 4 juin à Saint-Germain-des-Prés dont - vive l'apartheid entre happy few et populo ! - le parvis était selon *France Info* « *réservé à des personnalités du monde du spectacle, et protégé par des barrières* ». Parmi ces VIP, Anne Sinclair, Franz-Olivier Giesbert, Michel Drucker, Michel Boujenah et, bien sûr, l'inénarrable Jack Lang.

Migration/islam

A l'appui des exigences de la famille Traoré a été maintes fois citée une « troisième contre-expertise médicale » qui contredit les précédentes en concluant à l'implication directe des gendarmes dans la mort du jeune Adama. Or, il ne s'agit pas d'une expertise mais d'un simple « avis médical » (donc sans examen du corps) donné par un praticien resté anonyme.

Mise en garde à vue le 25 mai à Montpellier de Mohamed Khattabi pour des faits de viols et d'agressions sexuelles infligés à une jeune femme, alors qu'elle était mineure, sous prétexte de « pratiques religieuses ». Ce n'est pas la première fois que Khattabi, aujourd'hui imam de la

mosquée Aïcha, défraie la chronique judiciaire. En 2003, alors qu'il dirigeait la mosquée de Beaucaire, il en avait été chassé à propos - déjà - d'agressions sexuelles.

Surprenant quand même. Les manifestations en hommage à George Floyd et au nom du mouvement Black Lives Matter (les vies noires comptent) se sont succédé partout en Europe le ouïe du 6-7/6. A Paris mais aussi dans de nombreuses villes anglaises, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Belgique.

Quartiers de non-droit, drogue et délinquance

Selon le classement même du renseignement territorial, la France métropolitaine compte « 58 quartiers sensibles de non-droit » et « 160 quartiers sensibles très difficiles ». Soit, estime le criminologue Xavier Raufer, « 218 territoires au total dont la moitié au moins subit l'emprise de l'ordre paramilitaire [...] qui suppose forcément une hiérarchie, des fonctions distinctes, une planification – la définition même du crime organisé par les instances internationales ». Un crime généreusement financé par l'« économie parallèle », euphémisme désignant les bénéfices des trafics dont celui de la drogue : « Pour les demi-grossistes livrant ces territoires par quantités de 50 à 300 kg, continue Raufer, la vente de trois tonnes de cocaïne procure de 70 à 100 millions d'euros. Or notre myope ministère de l'Intérieur et ses journalistes-chouchous font mine de s'affoler de quelques pétards, d'une agitation somme toute secondaire, mais ignorent au quotidien la présence en France de plus de cent impénétrables fiefs criminels, générant ces fortunes.

Ecologie/ sciences & techniques

Des investigations sont en cours après la gigantesque marée noire survenue le 29 mai près de Norilsk, dans l'Arctique russe. Mais une cause majeure est d'ores et déjà pointée du doigt: sous les effets du réchauffement, la fonte du permafrost, ces sols gelés en permanence, aurait fragilisé les fondations d'un réservoir de diesel, laissant échapper 21000 tonnes d'hydrocarbures.

Un nouveau procédé rapide et efficace peut transformer la lignine du bois, considéré comme un déchet, en bonne vanille parfumée. L'industrie du bois en rejette 100 millions de tonnes. De quoi ruiner l'économie malgache.

124 vaccins contre le Sars-CoV-2 sont en développement, dont dix font déjà l'objet de tests sur des personnes. Mais, un seul se révélera-t-il plus efficace que les autres, telle est la question. C'est proprement shakespearien.

Economie

La pandémie de coronavirus et ses conséquences ont été impitoyables pour le secteur du textile et de l'habillement. En l'espace d'une quinzaine de jours, pas moins de six entreprises importantes du secteur ont entamé en France une procédure collective - sept depuis le début du mois d'avril. Certaines ont déjà connu une issue fatale.

Le traumatisme est fort dans les régions concernées, où ces groupes étaient souvent des pourvoyeurs d'emplois importants dans des bassins en crise : André emploie 600 salariés, tandis que les effectifs se comptent en milliers pour Naf Naf (1.170 salariés), Orchestra-Prémaman (2.900), Camaïeu (3.900) et La Halle (5.400).

Annoncé il y a un an, le fonds France-China Cooperation a bouclé son premier closing à 400 millions d'euros grâce à la contribution et au partenariat d'Eurazeo, qui va gérer ce fonds, de BNP Paribas et du fonds souverain chinois, China Investment Corporation (CIC). D'une taille finale de 1 à 1,5 milliard d'euros il a vocation à investir dans des entreprises françaises et d'Europe continentale ayant des projets de développement en Chine.

Selon l'Union des industries textiles en France (UIT), 40 millions de masques fabriqués par des fabricants textiles français n'auraient pas trouvé preneurs. Près de 250 confectionneurs et 150 fabricants de tissus se sont mobilisés au sein de la plate-forme Savoir faire ensemble. D'où l'idée que l'Etat s'en porte acquéreur pour renouveler ses stocks.

La France est le premier producteur de lin au monde. Cette fibre est nettement plus écologique que le cocon car elle consomme beaucoup moins d'eau. Et son champ d'application est vaste, bâtiment, industrie, transports, etc. Sauf que les débouchés du lin tricolore sont aujourd'hui concentrés dans les mains de quelques fileurs chinois.

C'est à cette anomalie que compte s'attaquer Pierre Schmitt, leader français dans ce domaine à la tête de trois entreprises, Velcorex, Tissage des Chaumes et Emmanuel Lang. Il a fourni 100 000 masques par semaine. « *Les élus ont pris conscience de la mine d'or sur laquelle nous sommes assis, et les milieux bancaires sont désormais moins frileux* », résume Pierre Schmitt.

Culture/médias

La radio du Groupe M6, RTL, serre les boulons après plus de deux mois de disette publicitaire. Cette réduction des coûts se traduit notamment par l'éviction de trois animateurs vedettes de l'antenne : Stéphane Bern, Jacques Pradel et Thomas Hugues. De son côté, Julien Courbet augmentera son temps d'antenne et la polyvalence entre les journalistes de M6 et de RTL va être renforcée.

A l'Équipe, le temps est aussi aux économies. La direction doit annoncer une baisse générale des salaires de 10%, la division par quatre du nombre de jours de RTT (six au lieu de 22) et réduction de moitié du 13^{ème} mois. Or, le syndicat SNJ, qui représente plus de 60 % des salariés, a la possibilité de ne pas signer. Et en l'absence de signature, le projet sera caduc.

Si l'objectif de la direction de L'Équipe est de conserver l'emploi, le projet présenté aux syndicats est toutefois assorti de mesures incitatives visant à encourager les plus âgés à partir progressivement à la retraite. Ce qui concerne 68 salariés d'ici 2024.

Apoline de Malherbe, 40 ans, journaliste actuellement sur BFMTV est pressentie pour remplacer Jean-Jacques Bourdin sur RMC. Les deux chaînes appartenant au même groupe Altice. En 2015, elle a été la marraine de la 6^{ème} délégation des descendants de « Justes » organisée par la fondation France-Israël en sa qualité d'arrière petite fille de Dolorès de Malherbe reconnue Juste parmi les nations.

L'hebdomadaire *Point de vue* - 182 000 exemplaires - détenu par la société Royalement vôtre (Adélaïde de Clermont-Tonnerre, Stéphane Bern et Artémis) est en situation financière délicate en raison d'une dette de Presstalis de 3 millions d'euros à son égard.

Adélaïde de Clermont-Tonnerre qui emploie 80 salariés, a pris les devants pour sortir des fourches caudines de Presstalis. Elle a cofondé en mai, une nouvelle coopérative de distribution de la presse libre et indépendante (Celin).

Le directeur média d'Altice, Arthur Dreyfus a annoncé aux élus du personnel de *Libération* que le nouveau cogérant était Denis Olivennes. Il succède à Clément Delpirou, démissionnaire qui cogérait Libé avec Laurent Joffrin. Ancien trotskiste, Olivennes sera à l'aise dans ce torche-cul mondialiste.

Europe

Union européenne. Le 1^{er} juillet marquera le lancement de la saison touristique dans toute l'Europe. À cette date devrait rouvrir l'ensemble des frontières intérieures de l'Union, et toutes les mesures de quarantaine seront levées. Cette décision des ministres de l'Intérieur des Vingt-Sept, réunis en vidéoconférence, doit mettre fin aux couacs à répétition.

Selon la Banque mondiale, c'est la zone euro qui paie le plus lourd tribut à la pandémie. La croissance devrait plonger de 9,1% cette année, soit loin devant les États-Unis, le Japon et la Russie.

La présidente de la BCE (Banque centrale européenne), Christine Lagarde, a augmenté la taille du programme d'achats de titres d'urgence pandémique de 600 milliards d'euros et précisé que son institution se tenait prête à agir davantage pour atteindre l'objectif d'inflation. Le jugement de Karlsruhe ne l'a visiblement pas intimidée.

Pour l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO) la violation des droits de propriété intellectuelle est un business sérieux : la valeur annuelle des importations de produits de contrefaçon dans l'Union européenne s'élève à 121 milliards d'euros, soit 6,8 % des importations en provenance du reste du monde.

Ces produits de contrefaçon entraînent la perte de plus de 400.000 emplois directs, de 83 milliards d'euros de ventes et de 15 milliards d'euros de recettes fiscales.

Allemagne. L'impact de la crise sur le marché de l'emploi outre-Rhin s'il a été moins brutal que ses voisins, n'est pas moins passé de 5% (2019) à 6,3% en mai, avec 610 000 demandeurs en plus.

Angela Merkel a dénoncé le « meurtre » de l'Afro-Américain George Floyd par des policiers et le racisme qui frappe selon elle une « société américaine très polarisée ». Elle a également jugé « très controversé » le style politique de Trump.

Selon le *Wall Street Journal*, Donald Trump aurait ordonné au Pentagone de réduire la présence américaine en Allemagne d'un tiers. Soit 9 500 sur les 34 500 encore présents. *Der Spiegel* avance le chiffre de 15 000 hommes. Ce qui suscite un débat très contradictoire.

Le gouvernement Merkel voit surtout dans cette manœuvre un coup de pression géopolitique. « Les États-Unis attendent de nous qu'on les suive sans conditions sur leur politique chinoise, argumente le secrétaire d'État aux Affaires étrangères Niels Annen. Ce que nous ne pouvons leur offrir. »

La coalition au pouvoir en Allemagne vient de s'entendre sur un plan de soutien à la consommation de 130 milliards d'euros, avec notamment une forte baisse de la TVA. Une mesure que l'AFEP (Association française des entreprises privées) avait proposée à Matignon et à Bercy avant d'être éconduite.

Berlin a décidé de dédier pas moins de 7 milliards à la mise en place d'une filière industrielle de l'hydrogène. Pour « *devenir le numéro un mondial de la technologie* », l'objectif est de produire à l'année l'équivalent en hydrogène de cinq gigawatts d'ici à 2030, à partir d'énergies renouvelables.

International

Etats-Unis. Les manifestations provoquées par la mort de George Floyd et l'ampleur qu'elles ont prise dans tout le pays se sont rapidement transformées en manif « anti-Trump ». La fronde a même gagné les milieux militaires et l'ancien secrétaire à la Défense, le général James Mattis. Ce climat a redonné du tonus à son adversaire démocrate Joe Biden.

Selon un nouveau sondage publié par la chaîne CNN, la cote de popularité de Trump a baissé de 7 points par rapport au mois dernier. Dans l'ensemble, 38 % des personnes interrogées approuvent la politique menée par Trump, contre 57 % d'opinions défavorables, son plus mauvais score depuis janvier 2019.

Selon deux politologues américains, Larry Sabato et Eric Herzik, « *l'électorat fidèle à Trump n'a pas bougé d'un iota et répète à l'envi que ce sont les anarchistes et les autres agitateurs d'extrême gauche qui ont manigancé les protestations de rue, relayés bien sûr par les principaux médias* ».

Les quotidiens *New York Times* et *Philadelphia Inquirer*, le site féminin *Refinery29* et le magazine culinaire star de Condé Nast, *Bon Appétit* ont vu, en moins de 48 heures, le départ de leurs directeurs de la rédaction ou des rédacteurs en chef influents face aux critiques des salariés négroïdes mécontents du traitement peu anti-raciste de leur publication.

Black Lives Matter

Quelques éclaircissements concernant les organisations américaines *Black Lives Matter* et *Democracy Alliance*. Cette dernière a été fondée en 2005 par Rob Stein, dont les activités multiples se sont manifestées en particulier en tant que chef de cabinet du bureau de l'administration Clinton/Gore de 1992 à 1993, cet institut promeut les idées progressistes dans les domaines politiques et éthiques en soutenant de nombreuses associations, dont *Black Lives Matter* (BLM, "Les vies noires comptent"), créée en 2013. Parmi les nombreux donateurs, on relève le nom de George Soros (ainsi que celui de son fils, Jonathan), milliardaire à l'origine de la création de *l'Open Society Foundation* promouvant les idées les plus libérales (politique, mœurs, droits des minorités, etc.) dans le cadre d'un monde sans frontières. Selon le *Washington Times* : « *Soros a donné au moins 33 millions de dollars en un an pour soutenir des groupes déjà établis qui ont enhardi la base, les militants de terrain à Ferguson*, selon les dernières déclarations d'impôts de sa fondation à but non lucratif Open Society. Le lien financier entre M. Soros et les groupes d'activistes a donné naissance à un mouvement de protestation enflammé qui a transformé un événement criminel d'un jour dans le Missouri en une cause nationale célèbre 24 heures sur 24.* »

(*) Ville où a eu lieu le meurtre d'un activiste noir par un policier blanc.

De l'Amérique



Gérard Araud, a été ambassadeur de France à Washington de 2009 à 2014. Cet homosexuel, furieux libéral, adhère évidemment à l'idéologie des droits de l'homme dans la catégorie « touche pas à mon pote ». Mais c'est aussi un bon connaisseur de l'Amérique. Désormais à la retraite, il a décidé de rester aux USA et vit désormais à New York. Voici son point de vue sur les événements actuels.

C'est paradoxal, mais les Etats-Unis sont un des pays les plus solides du monde, plus que la France, en tout cas. On croit au rêve américain. Si certains se révoltent parfois, c'est parce que la réalité n'est pas compatible avec ce rêve. C'est une société dure, violente, sans amortisseurs sociaux, avec des inégalités terrifiantes. Dès que le moteur s'arrête, c'est terrible. Mais ils continuent à y croire, à travailler pour réussir... jusqu'au moment où ils se disent qu'il faut réparer. Dans l'histoire américaine, il y a toujours eu des moments de réveil.

La toute-puissance américaine semble battue en brèche par la Chine, voire l'Europe. Y a-t-il un déclin de l'empire américain ?

Il y a un déclin relatif, mais Trump n'est pas responsable. On sort d'une période très inhabituelle, qui a commencé en 1990 avec l'effondrement de l'URSS, où il n'y avait plus qu'une seule superpuissance, les Etats-Unis. On revient à un rééquilibrage, que le président veut gérer sur les rapports de force. Sur la Chine, c'est flagrant. Il se disait depuis des années qu'elle trichait, mais personne ne faisait rien. Trump a flairé le point faible de Pékin : ses 360 milliards de surplus commercial avec les Etats-Unis. Il a frappé avec les droits de douane et les Chinois ont dû négocier.

Vous lui prêtez donc un certain talent...

Trump est dépourvu d'expérience, il gère très mal et tout seul, après avoir fait le vide dans son administration. Mais il a des intuitions que ses successeurs reprendront. On est, par exemple, partis pour une confrontation stratégique avec la Chine pour les trente années à venir.

Et avec l'Europe ?

Si Trump est réélu, il déclenchera une guerre commerciale avec l'Union européenne. Il déteste l'UE. La question sera de savoir si l'Europe restera unie et si elle est capable de définir une politique vis-à-vis de l'Amérique et de la Chine.

source : Le Parisien 8/6/2020

Sites à consulter

[TVLibertés](#)

[Sommaire du dernier numéro de la revue Eléments n°184](#)

[Isabelle Méjean ou les méfaits du capitalisme](#)

[les chiffres de la criminalité noire aux USA](#)

[dix arguments pour l'immigration qui sont faux](#)

[des lois liberticides](#)

[Miche Onfray regle ses comptes avec Le Monde et Libé](#)

[sur la déchristinisation de la France](#)

[François Bousquet tacle Virginie Despentes... jouissif](#)

Journées de lecture

***Economie médiévale et société féodale*, par Guillaume Travers, Ed. La Nouvelle librairie, 7€**

Le Moyen Âge, trop souvent rejeté dans les âges obscurs, fut un temps de renouveau dont nous avons beaucoup à apprendre. Les penseurs modernes, dont les économistes contemporains ont poussé la logique à l'extrême, s'efforcent de ne voir dans la société, dans la politique, que le produit de l'action intéressée des individus. La poursuite des intérêts individuels y est l'alpha et l'omega, sur lequel tous les édifices théoriques sont construits. Le Moyen Âge est totalement différent : la vie communautaire y occupe une place centrale. Tout l'ordre social y est subordonné à une vision du bien commun, compris non de manière abstraite, mais comme le bien d'une communauté particulière. Enfin, les valeurs monétaires jouent un rôle totalement secondaire, par comparaison avec les valeurs spirituelles et chevaleresques.

A commander à [ICI](#)

***Tout Homère*, sous la direction de Hélène Monsacré, Albin Michel, 1296 p., 35 €**

L'idée était de rassembler tous les récits du conteur inconnu. Tout Homère, vraiment ? Oui, car, à ce jour, tout était éparpillé et pas toujours traduit. *L'Iliade* et *l'Odyssée* constituent les deux sommets de l'ouvrage, mais il ne faudrait pas chipoter sur les *Hymnes*, les scholies, les fragments et d'autres textes qu'on lui prête. La mobilisation d'une douzaine de spécialistes autour d'Hélène Monsacré témoigne de la grande variété de disciplines (philosophie, grammaire, histoire, anthropologie, art du théâtre) qu'inspire Homère. L'ouvrage le démontre.

***Le nombril d'Aphrodite*, par Christian-Georges Schwentzel, Payot, 270 p., 21 €**

Une histoire érotique de l'Antiquité. Cet ouvrage est érudit et enjoué. Il livre une vision à la fois sensuelle, débridée – du bondage à la zoophilie, en passant par la fellation, la sodomie et les sex-toys – et très politique de l'Antiquité sexuelle.

Les éditions Dualpha ont eu la bonne idée de rééditer quelques ouvrages devenus introuvables

***La panzerdivision SS Viking*, de Jean Mabire, 602 p., 39 €**

On ne présente plus Jean Mabire, historien et romancier à qui l'on doit de nombreux ouvrages historiques qui font toujours référence.

***Ma vie*, de Pierre Pucheu, 406 p., 37 €**

Pierre Pucheu, industriel et homme politique français, fut secrétaire d'Etat puis ministre de l'Intérieur du gouvernement de Vichy de 1941 à avril 1942. Parti rejoindre Giraud à Alger il fit vraisemblablement les frais de tractations entre communistes et gaullistes, les premiers voulant sa peau, les second voulant l'échanger contre un certain Maurice Couve-de Murville. Pucheu sera donc fusillé le 20 mars 1944 sur l'hippodrome d'Alger.

A commander [ICI](#)